

a

**FIDA**

**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

**Conseil d'administration – Quatre-vingt-septième session**

Rome, 19-20 avril 2006

**RÉPUBLIQUE DU GUATEMALA**

**MÉ MORANDUM DU PRÉSIDENT**

**PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT RURAL:**

**RÉGIONS CENTRALE ET ORIENTALE**

**APPORT DE MODIFICATIONS AU PROGRAMME**

**I. CONTEXTE**

1. À sa quatre-vingt-troisième session, en décembre 2004, le Conseil d'administration a approuvé un prêt, d'un montant de 11,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 17,0 millions de USD), à la République du Guatemala, à des conditions intermédiaires, pour contribuer au financement du programme national de développement rural: régions centrale et orientale. En conformité avec la stratégie d'intervention du FIDA, telle qu'elle est définie dans l'exposé des options et stratégies d'intervention pour le Guatemala, cette initiative d'investissement est la deuxième composante approuvée au cours des deux dernières années d'un programme national de développement rural en trois phases, qui couvrira trois grandes régions du pays.

2. Alors que le gouvernement de la République du Guatemala est en passe d'arriver au terme des procédures conduisant à la signature officielle de l'Accord de prêt, et de remplir les diverses conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt, le cofinancement actuellement approuvé du Fonds pour le développement international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), d'un montant de 11,0 millions de USD, est inférieur de 4,0 millions de USD au montant attendu de 15,0 millions de USD, qui avait été négocié au moment de l'approbation du prêt du FIDA en décembre 2004.

3. Parallèlement, les dégâts causés par l'ouragan Stan en octobre 2005 aux terres arables et aux infrastructures de production et de commercialisation du pays remettent gravement en cause la production agricole des prochaines saisons, compromettant également les conditions minimums de survie des populations dans les zones sinistrées. Cette situation est particulièrement dramatique étant donné les limitations matérielles et financières rencontrées par les groupes cibles ruraux et autochtones et, d'une manière générale, par les économies locales et nationale. En outre, elle sape à la base les efforts déployés par le FIDA pour éradiquer la pauvreté rurale dans le pays. Les investissements envisagés au titre du programme national de développement rural devraient faciliter une transition rapide de l'urgence à la reconstruction, et la reprise du développement dans les zones touchées.

4. Par ailleurs, il convient de savoir que les derniers ajustements relatifs aux divisions régionales du pays, effectués par le Secrétariat présidentiel de planification et de programmation, établissent que la zone du programme correspond désormais aux régions centrale, nord-orientale et sud-orientale, ce qui n'implique pas de changement en ce qui concerne les municipalités couvertes et le nombre total de bénéficiaires directs et indirects (30 000 et 70 000 respectivement), mais seulement une modification du nom des régions de la zone du programme, dans le souci de satisfaire aux réglementations nationales et de rendre possible l'enregistrement des activités et de l'impact du programme dans le système national d'information.

5. **Objectifs du programme.** Prévu sur une période de six ans, le programme vise à réduire la pauvreté et à lutter contre l'exclusion et la discrimination subies par les groupes ruraux les plus pauvres du Guatemala. Son objectif global est la participation, active et équilibrée en termes de représentation des hommes et des femmes, de toutes les parties prenantes au développement et à la mise en œuvre transparente des politiques nationales de développement rural favorables aux pauvres, et de leur cadre institutionnel. Les activités du programme, qui seront exécutées sous la tutelle du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (MAGA), en qualité d'agent d'exécution, ont été articulées autour de trois composantes: i) planification de l'utilisation des terres et décentralisation; ii) entreprises rurales et commercialisation; et iii) services ruraux. Une stratégie visant la prise en compte des questions de parité hommes/femmes sera adoptée dans toutes les composantes, et on établira une unité de gestion du programme (UGP) composée d'unités plus spécifiquement chargées des questions de parité hommes/femmes, de la planification, du suivi et évaluation et de l'administration.

## II. RESTRUCTURATION DU FINANCEMENT DU PROGRAMME

6. Le coût total du programme, de 38,0 millions de USD, devait être financé par: i) un prêt du FIDA, à des conditions intermédiaires, d'un montant de 11,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 17,0 millions de USD); ii) un prêt du Fonds de l'OPEP, d'un montant de 15,0 millions de USD; iii) une contribution du gouvernement, égale à 4,0 millions de USD; et iv) des contributions en nature des bénéficiaires équivalant à 2,0 millions de USD.

7. Compte tenu, d'une part, de la diminution du financement global du programme résultant de la réduction du prêt du Fonds de l'OPEP et, d'autre part, des sérieuses contraintes financières rencontrées aujourd'hui par le pays en raison des dégâts provoqués par l'ouragan Stan aux infrastructures sociales et économiques, les investissements prévus au titre du programme ont été amputés du même montant de 4,0 millions de USD. Le plan de financement a été révisé en conséquence par une équipe technique de l'agent d'exécution, avec l'aide du FIDA et du Programme des Nations Unies pour le développement au Guatemala. Le plan révisé redistribue les financements du programme d'une manière proportionnelle et rationnelle, en sélectionnant les investissements/activités qui devaient être financés par le montant du prêt de l'OPEP. Plus précisément, cette révision à la baisse a été réalisée sans remettre fondamentalement en cause ni les objectifs généraux et la portée du programme, ni ses

composantes spécifiques, tout en tenant compte expressément des principales contraintes et possibilités de développement rencontrées par le groupe cible initialement identifié.

8. Le gouvernement a transmis au FIDA la documentation officielle relative à l'opinion technique conjointe du Secrétariat présidentiel de planification et de programmation et du Ministère des finances publiques, concernant le programme d'investissement revu à la baisse. Il a également indiqué qu'il approuvait les modifications proposées.

9. Le total du coût révisé du programme est estimé à 34,0 millions de USD (tableaux 1 et 2). Le financement des coûts du programme sera assuré comme suit: un prêt du FIDA, d'un montant de 17,0 millions de USD (50% du total des coûts); un prêt du Fonds de l'OPEP, d'un montant de 11,0 millions de USD (32%); une contribution de contrepartie du gouvernement, égale à 4,0 millions de USD (12%); et une contribution en nature des bénéficiaires équivalant à 2,0 millions de USD (6%). Ces modifications seront répercutées dans l'Accord de prêt.

**TABLEAU 1: RÉSUMÉ RÉVISÉ DES COÛTS DU PROGRAMME <sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composantes et UGP	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
<b>Planification de l'utilisation des terres et décentralisation</b>					
Renforcement des organisations communautaires	1 566	118	1 684	7	5
Fonds de développement social et culturel	2 472	-	2 472	-	8
Renforcement des gouvernements municipaux	349	296	645	46	2
Communication et diffusion	253	27	280	10	1
<b>Sous-total</b>	<b>4 640</b>	<b>441</b>	<b>5 081</b>	<b>9</b>	<b>16</b>
<b>Entreprises rurales et commercialisation</b>					
Promotion et contacts d'affaires	2 339	123	2 462	5	8
Fonds d'investissement pour les infrastructures publiques de commercialisation	3 671	193	3 864	5	12
<b>Sous-total</b>	<b>6 010</b>	<b>316</b>	<b>6 326</b>	<b>5</b>	<b>20</b>
<b>Services ruraux</b>					
Services d'assistance technique	6 540	344	6 884	5	21
Formation professionnelle	2 532	20	2 552	1	8
Alliances stratégiques avec le secteur privé	467	82	549	15	2
Fonds de développement productif	4 763	-	4 763	-	15
Fonds pour la protection de l'environnement	897	-	897	-	3
<b>Sous-total</b>	<b>15 199</b>	<b>446</b>	<b>15 645</b>	<b>3</b>	<b>48</b>
<b>Unité de gestion du programme</b>					
Administration du programme	2 384	276	2 660	10	8
Unité de planification, de suivi et évaluation	1 030	103	1 133	9	4
Unité parité hommes/femmes	1 282	175	1 457	12	5
<b>Sous-total</b>	<b>4 696</b>	<b>554</b>	<b>5 250</b>	<b>11</b>	<b>16</b>
<b>Total des coûts de base</b>	<b>30 545</b>	<b>1 757</b>	<b>32 302</b>	<b>5</b>	<b>100</b>
Provisions pour aléas physiques	296	13	309	4	1
Provisions pour aléas financiers	1 310	79	1 389	6	4
<b>Total des coûts du programme</b>	<b>32 151</b>	<b>1 849</b>	<b>34 000</b>	<b>5</b>	<b>105</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

**TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT RÉVISÉ PAR COMPOSANTE <sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composantes et UGP	FIDA		Fonds de l'OPEP		Bénéficiaires		Gouvernement du Guatemala		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
<b>Planification de l'utilisation des terres et décentralisation</b>													
Renforcement des organisations communautaires	896	49	551	30	-	-	369	20	1 816	5	124	1 672	20
Fonds de développement social et culturel	2 217	90	-	-	255	10	-	-	2 472	7	-	2 472	-
Renforcement des gouvernements municipaux	617	90	72	10	-	-	-	-	689	2	309	380	-
Communication et diffusion	156	53	-	-	-	-	141	47	297	1	27	256	14
<b>Sous-total</b>	<b>3 886</b>	<b>74</b>	<b>623</b>	<b>12</b>	<b>255</b>	<b>5</b>	<b>510</b>	<b>10</b>	<b>5 274</b>	<b>16</b>	<b>460</b>	<b>4 780</b>	<b>34</b>
<b>Entreprises rurales et commercialisation</b>													
Promotion et contacts d'affaires	1 549	55	81	3	-	-	1 191	42	2 821	8	133	2 468	220
Fonds d'investissement pour les infrastructures publiques de commercialisation	1 403	36	2 030	52	443	11	-	-	3 876	11	193	3 683	-
<b>Sous-total</b>	<b>2 952</b>	<b>44</b>	<b>2 111</b>	<b>32</b>	<b>443</b>	<b>7</b>	<b>1 191</b>	<b>18</b>	<b>6 697</b>	<b>20</b>	<b>326</b>	<b>6 151</b>	<b>220</b>
<b>Services ruraux</b>													
Services d'assistance technique	3 610	49	3 076	42	-	-	708	10	7 394	22	368	6 994	32
Formation professionnelle	867	31	1 907	69	-	-	-	-	2 774	8	20	2 754	-
Alliances stratégiques avec le secteur privé	429	74	112	19	-	-	42	7	583	2	87	496	-
Fonds de développement productif	1 126	24	2 495	52	1 142	24	-	-	4 763	14	-	4 763	-
Fonds pour la protection de l'environnement	267	30	470	52	160	18	-	-	897	3	-	897	-
<b>Sous-total</b>	<b>6 299</b>	<b>38</b>	<b>8 060</b>	<b>49</b>	<b>1 302</b>	<b>8</b>	<b>750</b>	<b>5</b>	<b>16 411</b>	<b>48</b>	<b>475</b>	<b>15 904</b>	<b>32</b>
<b>Unité de gestion du programme</b>													
Administration du programme	1 979	71	-	-	-	-	826	29	2 804	8	281	2 466	59
Unité de planification, de suivi et évaluation	865	71	-	-	-	-	358	29	1 223	4	108	1 106	9
Unité parité hommes/femmes	1 020	64	205	13	-	-	365	23	1 590	5	199	1 364	27
<b>Sous-total</b>	<b>3 863</b>	<b>69</b>	<b>205</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 549</b>	<b>28</b>	<b>5 617</b>	<b>17</b>	<b>588</b>	<b>4 934</b>	<b>95</b>
<b>Total des coûts du programme</b>	<b>17 000</b>	<b>50</b>	<b>11 000</b>	<b>32</b>	<b>2 000</b>	<b>6</b>	<b>4 000</b>	<b>12</b>	<b>34 000</b>	<b>100</b>	<b>1 849</b>	<b>31 770</b>	<b>381</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres

### III. RECOMMANDATION

10. Il est recommandé au Conseil d'administration d'approuver les nouvelles dispositions, en apportant au programme national de développement rural: régions centrale et orientale, prêt 651-GT, les modifications suivantes, qui seront répercutées dans l'Accord de prêt négocié:

- i) réduire le prêt du Fonds de l'OPEP de 15,0 millions de USD à 11,0 millions de USD; et
- ii) adapter les catégories de prêt et le pourcentage de dépenses admissibles au titre du financement du FIDA, et réallouer les fonds en conséquence, comme indiqué dans les tableaux 1 et 2 ci-dessus.